

Les paradoxes de l'aide chronique

Benedetta Rossi

School of Oriental and African Studies (SOAS), University of London

Introduction

La crise nigérienne de 2005 a été le théâtre d'intenses débats sur l'interprétation de la malnutrition infantile. Au Niger, l'aide fonctionne comme un mode de gouvernementalité doté du pouvoir de définir les critères de surveillance et de classification qui régissent les actions sur l'état du pays et de sa population. Début 2005, les systèmes d'alerte précoce (SAP), principalement centrés sur la production céréalière et la dynamique des prix, n'ont pas permis de repérer la montée en flèche des cas de malnutrition infantile. En avril 2005, MSF, relayé par d'autres ONG d'urgence, a annoncé que le nombre d'enfants sévèrement malnutris admis dans ses centres avait atteint des niveaux supérieurs à ses prévisions. L'organisation médicale précisait que, d'après les enquêtes disponibles, les taux de malnutrition infantile au Niger reflétaient une situation « comparable à celle de pays en guerre », et cela même lors des années de production normale. D'autres commentateurs ont affirmé qu'il s'agissait là d'un phénomène structurel qui ne devait dès lors pas être considéré comme un indicateur d'une situation de « famine » à l'échelle nationale. Ce débat entre différentes manières d'interpréter l'image de ces enfants émaciés a donné naissance à l'idée de « paradoxe de l'urgence chronique », autour de laquelle s'affrontaient les partisans du « développement » à long terme et ceux des solutions « d'urgence » à court terme. Ce débat illustre particulièrement bien le mode de pensée sélectif des institutions de l'aide (Douglas 1987) : l'aveuglement des SAP concernant les indicateurs de santé et la surdité des 'urgentistes' aux arguments des développeurs (et réciproquement) mettent en lumière la propension de ces institutions à considérer les corps amaigris comme des « signes » qu'elles interprètent selon leurs normes respectives. De leur côté, les Nigériens en situation difficile ont mobilisé leurs propres stratégies, reflets des interprétations locales (en l'occurrence haoussa) de l'amaigrissement et de la maladie de l'enfant. A ces stratégies endogènes s'ajoutait un effort particulier pour comprendre le mode de pensée des institutions de l'aide et tirer ainsi le meilleur parti de toutes les actions d'assistance mises en oeuvre.

L'année 2005 a dès lors donné lieu à un curieux chassé croisé: alors que les travailleurs humanitaires sillonnaient le pays à la recherche des « signes » de la crise, les mères se rendaient aux centres de nutrition dans l'espoir d'y déchiffrer les critères en fonction desquels leurs enfants amaigris seraient admis. Il s'agissait pour ces dernières de pouvoir bénéficier de soins gratuits et de stocks de nourriture pour toute la famille à une période où les prix des céréales avait quasiment doublé par rapport à l'année précédente (IRAM 2006 : 14). Confrontés à l'aggravation de la pauvreté des familles nigériennes, les agences d'aide ont fait preuve de dynamisme. A l'issue de débats houleux, ils sont parvenus à s'entendre sur la marche à suivre et à atteindre les objectifs fixés (PAM 2006 : 30). Ils ont également entrepris une réflexion sur les leçons à tirer de cette expérience. Par dessus tout de nombreuses vies ont pu être sauvées. Néanmoins, quelles que soient

les bonnes intentions et les compétences individuelles, l'aide au Niger pourrait s'avérer contre-productive et même contribuer à la récurrence de ce type de crise. Certains chercheurs ont déjà montré qu'en dépolitisant ses propres effets, l'aide tend à s'auto-entretenir (Ferguson 1990 : 256 ; Escobar 1995 : 9). Ce chapitre soutient que les stratégies internationales qui garantissent l'accès à la nourriture entérinent plus qu'elles ne réduisent l'absence de voix politique des populations démunies. Il défend l'idée que l'éradication de la famine au Niger ne sera possible que lorsque les victimes seront en mesure de se transformer en acteurs politiques détenteurs de droits.

La ‘crise’ : politiques et mises en pratique

En démocratie, les gouvernants sont responsables de leurs actions devant les gouvernés et peuvent perdre le soutien des électeurs si leur n'apparaît pas satisfaisante. En revanche, cette « responsabilité démocratique ne s'applique guère aux modalités de la gouvernance internationale contemporaine »¹ (Scholte 2004: 211). Ceci résulte de la capacité des institutions internationales d'imposer *de facto* leurs règles et leurs points de vue aux États les plus faibles et leurs citoyens, bien qu'elles soient censées tirer leur légitimité du consentement de tous les gouvernements participants (Held & Koenig-Archibugi 2004 : 125 ; Soederberg 2004 : 2). Le fait que ces politiques leur soient imposées n'empêche pas les gouvernements comme les citoyens de ces pays d'y souscrire pour des raisons d'ailleurs différentes. Un ministre d'un pays pauvre peut ainsi se ranger à une politique particulière dans le but d'obtenir des prêts et une aide au développement. Les populations démunies peuvent pour leur part adhérer à une politique parce qu'elle augmente leur chance d'échapper à la faim ou de trouver un emploi. Si ces populations, en l'occurrence les populations en situation vulnérable, ont rarement la liberté de choisir un programme d'aide plutôt qu'un autre, ils conservent néanmoins une marge de manœuvre dans leur capacité à réinterpréter et se raproiper subrepticement les politiques d'aide qui les concernent. Mais, au final, les capacités d'élaborer ces politiques restent le monopole d'individus et de groupes qui maîtrisent la formulation des représentations légitimes de la « crise ».

Dans le cas du Niger, les organisations internationales se sont affrontés pour imposer leur point de vue sur la manière de réduire la surmortalité des enfants nigériens dans un contexte d'accès réduit à la nourriture. L'effort des humanitaires s'est avéré fructueux et a permis de sauver de nombreux enfants, ralliant à leur point de vue un certain nombre d'acteurs, notamment le gouvernement du Niger, jusque là en désaccord avec eux. Toutefois, il convient de s'arrêter un instant sur l'envers de ce succès. Tout d'abord, si les paysans nigériens se sont vus reconnaître le droit à l'alimentation, c'est en tant que victimes de « famine » et non en qualité de citoyens de plein droit. Ensuite, l'intervention humanitaire pallie l'échec du gouvernement nigérien à garantir la sécurité alimentaire de ses citoyens, l'exonérant ainsi d'une responsabilité qui lui incombe. Sans le vouloir, les organisations humanitaires empêchent la transformation des victimes en acteurs politiques capables de faire valoir eux-mêmes leur droit à être protégés de la famine. Bien

¹ « little democratic accountability has operated in respect of contemporary global governance arrangements »

au contraire, elles les encouragent à faire usage de leur dénuement même pour obtenir les vivres ou l'assistance d'organisations internationales qui n'ont aucune responsabilité politique à leur égard.

La majorité des villageois nigériens n'ont pas accès aux réseaux ('*network society*', Castells 1996) dans lesquels l'activisme mondial est possible. Ils sont bien loin des espaces de mobilisation de la société civile globale tels qu'Internet ou les manifestations qui accompagnent les Sommets du G8. Ils sont conscients de leur maigre capacité à peser sur l'espace politique et ont donc trouvé d'autres moyens pour tirer quelques bénéfices de leur inévitable intégration au champ de l'assistance. Au quotidien, ils considèrent l'aide comme une source potentielle de revenus s'ajoutant à la migration du travail, l'agriculture, l'élevage et d'autres moyens de subsistance. Leurs tactiques ne sont pas celles qui permet la représentation politique par le biais du processus électoral ou de la délégation de pouvoir. Elles incluent diverses formes de « courtage » adaptées aux logiques de la gouvernementalité humanitaire (Bierschenk, Chauveau & Olivier de Sardan 1999; Lewis & Mosse 2006). Dans ce contexte, provoquer une perte de poids chez un enfant peut être plus efficace pour obtenir un accès à une nourriture gratuite qu'exprimer des revendications politiques. Si le développement ne vise pas uniquement à la satisfaction des besoins économiques ou ceux de santé mais également à l'exercice des droits civiques (Sen 1999 : 146-159), les institutions de l'aide doivent se donner la peine de réfléchir aux effets structurels de leurs interventions.

Le décompte des corps émaciés

La crise nigérienne a pris une dimension internationale à partir d'avril 2005 lorsque MSF a annoncé que le nombre élevé d'enfants dénutris admis dans ses centres était le signe d'une crise nutritionnelle majeure (IRAM 2006 : 11). Cette annonce contredisait un système d'alerte précoce considéré par les plus performants de la région. Focalisé sur les niveaux de production alimentaire, ce système jugeait la situation du pays plus précaire qu'à l'habitude mais non pas critique. La divergence entre les deux interprétations, l'une privilégiant comme indicateurs de crise la production céréalière et l'autre décompte des enfants sous-alimentés, a nourri les débats sur la crise de 2005, débats opposant les ONG urgentistes au dispositif existant de gestion des crises. Tandis que le déficit céréalier du Niger était estimé à 12 % de la production annuelle globale, les enquêtes nutritionnelles menées localement par certaines ONG relevaient des niveaux de malnutrition comparables à ceux de pays en guerre (Delsol and Prevel 2005 : 3 ; IRAM 2006 : 66). Une discussion s'en est suivie sur la pertinence de taux élevés de malnutrition infantile comme indicateurs d'une urgence nationale ou d'une « famine ». Les ONG urgentistes ont critiqué le manque d'informations fiables sur l'état nutritionnel de la population dans les SAP (Jezequel 2005 : 66). Si la plupart des commentateurs s'accordaient sur ce point, certains suggéraient que la malnutrition infantile était chronique dans des pays comme le Niger et, par conséquent, ne devait pas être considérée comme un indicateur de famine (AFD 2006 : 4; LASDEL 2006 : 7). D'autres observateurs mettaient en garde contre une confusion commune : « dans l'opinion publique occidentale, l'équivalence "malnutrition infantile = famine" s'est imposée. Or elle est fausse » (Olivier de Sardan dans LASDEL

2007: 7). Quels que soient les indicateurs vrais ou faux de la famine, je m'intéresse ici à ce que Foucault appelle les « effets de vérité » du discours qui suppose que la manière de parler d'un problème précis (dans ce cas, la santé infantile) détermine les réponses apportées.

Dans une étude très instructive et soigneusement documentée, Mariatou Kone a souligné que le concept de « malnutrition » n'était pas une catégorie nosologique pertinente pour la médecine populaire des populations haoussa. La maigreur des enfants y est en effet attribuée à d'autres affections dont aucune ne correspond à la notion biomédicale de « malnutrition » (LASDEL 2006 : 37-39). Le rapport suggère que la crise de 2005, et plus particulièrement les formes de soins introduites par MSF et d'autres ONG, ont suscité d'une part la reconnaissance des formes de la malnutrition comme une maladie spécifique par les populations rurales nigériennes et d'autre part une préoccupation accrue pour la malnutrition infantile au sein des organismes de santé publique nationaux (LASDEL 2006 : 10). On peut noter que ces évolutions ne sont pas propres au Niger : la santé de l'enfant a également été l'objet de discours contradictoires dans l'histoire européenne et sa représentation comme la définition des pratiques pédiatriques ont elles-aussi profondément évolué (Rollet-Echalier 1991). Ce qu'on observe au cours de la crise de 2005 n'est pas tant la « découverte » de la malnutrition dans les régions rurales du Niger mais plutôt une confrontation entre les différentes « nosopolitiques² » des acteurs locaux, nationaux et internationaux (Foucault 1980 : 166).

Nous ne disposons pas de données fiables et comparables dans la durée sur l'évolution de la malnutrition infantile au Niger. Cependant, lorsque des évaluations nutritionnelles ont été menées dans diverses régions, les résultats ont toujours été qualifiés d'« alarmants ». Ce fut le cas des enquêtes démographiques et sanitaires menées par CARE en 1992 et 1998 comme de l'enquête nationale à indicateurs multiples réalisée en 2000 par l'UNICEF et le gouvernement nigérien. Cependant, dans les premiers mois de l'année 2005, MSF était toujours la seule organisation au Niger à traiter la malnutrition sévère dans ses centres nutritionnels thérapeutiques dans le sud de la région de Maradi. En juillet 2005, les médias ont attiré l'attention de la communauté internationale sur la situation au Niger. D'autres indicateurs, principalement une forte hausse des prix céréaliers, ont conduit à l'adoption d'un plan d'urgence, mais aucun consensus n'a été atteint quant à la façon d'interpréter l'augmentation du nombre d'enfants dénutris. Entre juillet et décembre 2005, le nombre de centres de nutrition dans le pays est passé de 144 à 861. Durant la même période, au moins quatre enquêtes nutritionnelles ont été conduites par plusieurs organisations dans les régions de Maradi, Zinder et Tahoua, ainsi qu'à l'échelle nationale. Le nombre d'enfants sévèrement malnutris admis dans les CREN et les CRENA est passé de 15 800 à 69 300 et celui des enfants modérément malnutris admis dans les CRENAM (centres de récupération nutritionnelle ambulatoire pour la malnutrition modérée) est passé de 38 000 à 180 000. 75 650 enfants ont par ailleurs fait l'objet d'interventions préventives (PAM 2006 : 25). Ces évolutions reflètent l'émergence au niveau des institutions de nouvelles manières de concevoir et de prendre en charge la santé de l'enfant. Cependant l'impulsion d'un tel changement vient de l'extérieur. Il est

² Foucault entend par cette notion la manière dont la santé de chacun a conduit à une prise en charge collective et est devenu un véritable enjeu politique.

donc difficile de prédire si l'État et la population du Niger se l'approprieront et, si oui, combien de temps prendra cette transition.

En 2005, le débat s'est focalisé sur la manière la plus appropriée de qualifier la « crise » au Niger. Dans un entretien avec la BBC datant du 9 août 2005, le président Tandja a nié la situation famine au Niger suggérant que la notion était exploitée à des fins politiques et économiques par les partis d'opposition et les organisations humanitaires. Dans un commentaire ultérieur, le porte-parole du PAM, Greg Barrow, a déclaré à la BBC : « Nous n'avons pas parlé de famine, mais de poches de malnutrition sévère ».³ La déclaration du président nigérien et le débat qui a suivi participent de négociations sur la façon d'interpréter les problèmes du pays. La notion de « famine » n'est en effet pas neutre. La manière dont on interprète une « crise » détermine les actions à entreprendre pour y remédier. Le fait de qualifier ou non une situation de famine affecte le montant et la répartition de l'aide ainsi que l'attribution des responsabilités pour la gestion des fonds d'urgence et l'organisation des opérations. Le sort des populations pauvres du Niger fait rarement la une de l'actualité à moins de brandir le terme de « famine » comme cela a été le cas en 2005. On peut d'ailleurs se demander si les difficultés du Niger attireraient l'attention de la communauté internationale en l'absence de tout effet médiatique et d'intérêt stratégique pour les pays donateurs.

Les famines se prêtent bien aux manipulations politiques. Parce qu'elles jouent sur des valeurs humanitaires fondamentales, elles sont d'autant plus facilement instrumentalisées par les responsables politiques et les médias. Dans l'histoire du Niger, les famines ont constitué un facteur de déstabilisation pour les régimes successifs. La tenue des élections présidentielles en novembre 2004 a ainsi retardé la divulgation des signes précoce de la crise par les sources nigériennes (Jezequel 2005 : 33). Lorsqu'au printemps 2005, les médias internationaux ont révélé l'ampleur du drame, la diffusion de photos d'enfants sous-alimentés a déclenché des réactions échappant au contrôle des institutions et des acteurs directement impliqués. Les rapports sur la crise ont souligné le rôle nouveau tenu par les médias dans la production de représentations collectives des crises sahéliennes et la manière dont ce rôle complexifie la gestion de ces situations (IRAM 2006 : 62, PAM 2006 : 15, AFD, 2006 : 5). Alors que les médias tendaient à qualifier la situation de « famine », les rapports des experts et les plans d'action retenaient pour leur part la notion de ‘crise’. Ce décalage met à jour l'embarras des institutions de l'aide confrontées à des situations qui ne correspondent pas à leurs cadres habituels. Cette confusion, attestée dans les débats prolongés sur la marche à suivre, est dues, selon les rapports d'évaluations, à la nature exceptionnelle de la crise :

« La crise alimentaire de 2005 est différente dans sa nature et son déroulement des crises qu'a connues jusqu'ici le Niger qui ont été des “crises d'offre”. [...] La crise n'a pas suivi le schéma “habituel” d'une chute de la production céréalière due à un choc, scénario sur lequel le SAP concentre son attention ; l'ampleur qu'elle prendra n'était pas “annoncée” au départ. » (IRAM 2006:1)

³ « We have not spoken about famine but about pockets of severe malnutrition. » BBC News 2005/08/09, disponible sur <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/4133374.stm>.

Pourtant, la « crise » de 2005 n'apparaît exceptionnelle et inhabituelle que si l'on se place dans la perspective des organismes d'aide soucieux de rendre compte de la situation en fonction de leurs propres grilles de lecture et de leurs mandats institutionnels. Bien que le Niger ait connu par le passé des famines essentiellement dues à des écarts entre l'offre et la demande de nourriture, il est largement admis, notamment depuis les travaux d'Amartya Sen (1981), que le déclin des disponibilités alimentaires n'est pas le seul indicateur d'une crise.⁴ Cependant, passer du concept de « disponibilité alimentaire » à celui d' « accessibilité alimentaire » n'est pas suffisant en soi pour comprendre la crise de 2005 et empêcher qu'elle ne se répète. Le « tout alimentaire » doit céder la place à la promotion des moyens de subsistance, de la santé et de la responsabilisation politique des différentes structures d'aide (nationales et internationales) vis à vis des Nigériens qui vivent la crise au quotidien. Ce point de vue était certainement partagé par la plupart des consultants qui ont fourni des rapports détaillés et instructifs sur tous les aspects de la crise. Il a cependant été occulté par la controverse entre les partisans du « développement » et ceux de « l'urgence ».

« Le paradoxe de l'urgence chronique »

Le « paradoxe de l'urgence chronique » n'est pas une formule appropriée à la situation du Niger : celle-ci n'est aucunement paradoxalement mais s'explique en prenant en compte les multiples problèmes auxquels sont confrontés différents pans de la société nigérienne. Olivier de Sardan suggère à juste titre que le « paradoxe de l'urgence chronique » et le débat qui a suivi entre les approches humanitaire et développementale mettent davantage en lumière le fonctionnement du système de l'aide que les phénomènes que ces approches prétendent expliquer : « Nous savons certes que l'identité de nombreux organismes humanitaires (et MSF en particulier) s'est construite dans ce débat (c'est leur histoire et c'est leur droit). Mais on a affaire, en l'occurrence, à une contradiction interne au Nord, à une politique typiquement Nord-Nord, et qui étonne parfois vue de Niamey. » (LASDEL 2006:11).

Les rares enquêtes nutritionnelles suggèrent que les taux de malnutrition infantile au Niger sont régulièrement et historiquement supérieurs aux seuils qualifiés de « critiques » par les conventions internationales. De tels niveaux, généralement rencontrés dans les pays en guerre et dans les situations de déplacements massifs de population, requièrent des interventions « d'urgence » gérées par les acteurs humanitaires. L'aide d'urgence, généralement de courte durée, mobilise ses propres structures et moyens logistiques qui sont retirés dès la fin officielle d'une famine. Au Niger en revanche, à en juger par les statistiques nutritionnelles et sanitaires, la fluctuation des prix céréaliers et d'autres indicateurs de développement social, les situations d'urgence sont récurrentes et/ou chronique. Elles semblent dès lors relever du mandat d'organisations qui se consacrent au développement à long terme. La situation nigérienne n'est considérée paradoxalement que dans la mesure où elle contredit une division institutionnelle du travail entre 'humanitaires' et 'développeurs'. Ce « paradoxe », tel qu'il est perçu par les acteurs humanitaires, est clairement résumé dans le rapport de l'IRAM :

⁴ « La sous-alimentation est le fait de *ne pas avoir assez à manger* et non le fait *qu'il n'y ait pas assez de nourriture disponible.* » (Sen 1981:1)

« Les positions étaient partagées schématiquement entre deux points de vue qui mobilisent des références différentes: (1) les acteurs de l'aide humanitaire estimant que les taux de malnutrition aiguë observés attestent de la gravité de la crise et justifiaient (à eux seuls) l'impératif d'une aide d'urgence gratuite; (2) les acteurs de la prévention et du développement, qui jugeaient de la progression de la crise à travers les informations moins alarmistes du Dispositif, qui étaient perturbés par la situation et les critiques, mais manquaient de repères sur les aspects nutritionnels. Dans ce débat, MSF a attaqué frontalement le gouvernement, les donateurs et le Dispositif, fin Juin. Le secrétaire exécutif du CILSS en mission au Niger (20-25 Juillet) a dénoncé l'exagération de la gravité de la crise du Niger par les médias, les agences internationales et les ONG. Et le Président de la République a déclaré le 9 août qu'il n'y a pas de famine au Niger mais une crise alimentaire grave. » (IRAM 2006:22).

Les termes « urgence » et « développement » sont fonction de critères de classification définis par les organisations elles-mêmes. Au Niger, la persistance de la pauvreté extrême contrarie les limites internes du monde de l'aide. « L'urgence chronique » est perçue comme un oxymore par les organisations dont les modèles d'intervention sont fondés soit sur des logiques « d'urgence » soit de « pauvreté chronique ». En 2005, l'emboîtement de ces deux concepts a brouillé la distinction essentiellement opérationnelle entre deux modèles d'intervention différents. Ce type de problème n'est pas le monopole du monde de l'aide humanitaire ni de la « politique Nord-Nord ». Ainsi, on rencontre des dilemmes semblables dans les débats que suscite la prise en charge de malades en « phase terminale chronique » : ces patients doivent-ils continuer à recevoir des traitements curatifs habituels ou doivent-ils être orientés vers des organismes spécialisés dans l'accompagnement des patients en fin de vie (Ward 2006) ?⁵ Ces paradoxes apparents illustrent la manière dont les « institutions raisonnent » lorsqu'elles se trouvent confrontées à des situations qui ne s'inscrivent pas clairement dans le cadre de leurs mandats. Ce processus est inévitable et n'est pas négatif en soi (Rossi 2006: 28). Les militants s'engagent dans des conflits d'interprétation pour défendre des politiques dont ils pensent, à un moment donné, qu'elles apportent des réponses plus efficaces aux souffrances humaines. Mary Douglas nous rappelle que les individus en situation de prendre des décisions engageant la vie ou la mort d'êtres humains s'inscrivent dans une pensée institutionnelle: « Le choix de qui sera sauvé et de qui mourra est déterminé par les institutions. En termes plus radicaux, les raisonnements individuels sont incapables de résoudre de tels problèmes. Une réponse ne sera considérée comme la bonne que dans la mesure où elle rencontre la pensée institutionnelle qu'ont déjà en tête les individus au moment où ils entreprennent de décider. » (Douglas 2004 : 32).

La distinction entre logiques de développement et logiques d'urgence devient plus problématique lorsqu'elle est plaquée sur la société nigérienne. Le clivage entre « pauvreté normale » et « pauvreté critique » qui relève du registre des discours politiques est alors pris à tort pour une frontière réelle: « Dans les pays sahéliens où la frontière entre la “pauvreté normale” et les “poussées de crise” est si ténue [...] le défi des années à venir au Sahel est bien là: élaborer et mettre en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté en milieu rural qui intègrent et combinent les nécessités du court terme avec les objectifs de développement à plus long terme. » (PAM 2006: 34). Il est

⁵ Ward, K. 2006. 'OpEd – Hospice moves to redefine chronic illness as terminal', publié le 26 septembre 2006 dans North Country Gazette, www.northcountrygazette.org/articles/092606ChronicToTerminal.html

clair que les dimensions multiples de la crise ne sont pas dissociables. Elles semblent pourtant l'être aux yeux d'organisations contraintes de modifier les limites de leurs mandats institutionnels. Comme nous l'avons vu, ce type de raisonnement a conduit à interpréter la crise de 2005 comme un phénomène inhabituel et paradoxal. Le « paradoxe de l'urgence chronique » n'a de sens que dans le cadre d'une pensée institutionnelle. Les agences de l'aide, principalement financées par les pays du Nord, existent au travers de leurs « interventions » et leur mode de pensée se conforme à cette nature interventionniste. Leurs modèles d'intervention sont plaqués sur l'ensemble du monde, justifiant par avance les stratégies qu'elles adoptent (Douglas 1985 : 92).

La couverture médiatique de ce débat a reproduit la dichotomie entre « pauvreté chronique » et « urgence ». Le site Web du FEWS, financé par les États-Unis, déclarait ainsi : « La détermination de la communauté internationale à résoudre cette situation de « famine » au Niger est certes bienvenue. Cependant, sans un engagement équivalent et une attention durable à l'égard des difficultés chroniques inscrites au cœur des crises actuelles, les mêmes problèmes se reproduiront bientôt ».⁶ Le directeur du PAM pour le Niger, Gian Carlo Cirri, insistait également sur les répercussions à long terme de la crise : « Le Niger a malheureusement disparu de l'agenda international, ce qui pourrait avoir des conséquences désastreuses pour ceux qui continuent de souffrir de la crise de cette année. Le Niger n'a pas seulement besoin d'une solution à court terme, mais d'un soutien ciblé et durable pour l'aider à sortir une bonne fois pour toutes de son écrasante pauvreté »⁷. Dans le même ordre d'idées, William Easterly, professeur à New York University, estimait que le Niger n'avait pas brutalement plongé dans une catastrophe en 2005, mais que sa population souffrait de malnutrition chronique qui la rendait plus vulnérable à une hausse des prix de la nourriture.⁸ D'autres observateurs ont préféré insister sur la situation d'urgence au cœur de la crise. En référence à la position du FEWS mentionnée ci-dessus, une note d'information de l'ODI (Overseas Development Institute) indiquait : « il n'en reste pas moins que les taux actuels de malnutrition ont dépassé les niveaux de crise et requièrent par conséquent une intervention d'urgence. Considérer ces taux comme « normaux », même s'ils le sont, est dangereusement hors de propos ».⁹

Ces débats n'ont cependant pas débouché sur une impasse. Après des désaccords initiaux sur la nature de la crise, le PAM a opté en juillet 2005 pour l'adoption d'une stratégie d'urgence visant essentiellement à « sauver des vies humaines » et impliquant notamment la distribution gratuite de nourriture (IRAM 2005 : 15, PAM, 2006 : 19). Cette décision a été d'abord perçue, en particulier par les représentants du gouvernement nigérien, comme un acte unilatéral qui contournait les autorités nationales et contredisait « l'esprit » du dispositif de sécurité alimentaire. Au sein de ce dernier, la responsabilité des décisions était partagé entre le gouvernement et les donateurs internationaux représentés par le PAM (IRAM 2006 : 16 ; Jézéquel 2005 : 22). En définitive, tous les acteurs se sont

⁶ Cf. article de David Loyn « How many dying babies make a famine? » BBC News 2005/08/010, disponible sur <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/4139174.stm>

⁷ Extrait du communiqué de presse du PAM du 23/11/2005 « Face à la souffrance davantage d'aide est nécessaire au Niger », disponible sur <http://www.wfp.org/french/?NodeID=42&k=63>

⁸ BBC News 2006/02/01, disponible sur <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/4185550.stm>

⁹ ODI, p 3 du document HPG Briefing Note, Humanitarian Issues in Niger, disponible sur <http://www.odi.org.uk/hpg/papers/HPGBriefingNote4.pdf>

alignés sur le PAM et la plupart des évaluations a posteriori ont considéré l'opération comme une réussite. Un certain nombre de recommandations ont été faites en vue de tirer les leçons de la crise de 2005. Il s'agissait notamment d'améliorer la surveillance de l'état sanitaire et nutritionnel de la population, de mieux coordonner les politiques de développement et de renforcer le système de sécurité alimentaire et les stratégies d'intervention en cas de crise. Le débat s'est poursuivi après la crise : certains ont préconisé que l'opposition entre les approches développementale et urgentiste de l'autre pouvait être surmontée en intégrant ces approches voire en les unifiant (PAM 2006). Cette évolution des débats signale peut-être un tournant vers la consolidation d'une nouvelle « nosopolitique » dans les pays en développement. Toutefois, ils n'impliquent pas une restructuration profonde des logiques de fonctionnement de l'aide. Les problèmes du Niger sont toujours réduits aux discours issues des répertoires de l'urgence du développement ou d'approches plus intégrées et consensuelles. Les règles et les enjeux restent structurellement les mêmes. Les débats actuels, en dépit de leurs mérites intrinsèques, détournent l'attention de ce qui pourrait réellement réduire à la fois la dépendance à l'égard de l'aide et l'aphonie politique des populations rurales du Niger.

Les dimensions nigériennes de la crise

Si l'on abandonne les registres classiques de la pensée institutionnelle pour une approche plus globale et plus attentive à la situation socio-économique du Niger, la crise de 2005 apparaît nettement moins paradoxale. Bien que la production agricole ait augmenté à un rythme de 2,2 % par an, la population nigérienne a connu pendant les années 90 un taux de croissance annuel de 3,45 %, doublant ainsi tous les 20 ans (Jézéquel 2005 : 6-7). À l'échelle nationale, la croissance du déficit céréalier a été compensée par des importations, essentiellement au travers de circuits informels en provenance du Nigeria. Celles-ci ont été encouragées par la dévaluation du naira (qui rendait les produits nigérians moins chers que les produits nigériens) ainsi que par une forte demande nigériane pour le Franc CFA rendu attractif par son indexation sur l'Euro et sa convertibilité garantie. Au milieu des années 90, la dévaluation de 50 % du franc CFA et la baisse de l'offre céréalier nigériane, liée à la suppression des subventions publiques accordées aux agriculteurs, ont entraîné une reconfiguration sans doute durable des dynamiques commerciales régionales. Ces changements ont également nourri une dépendance accrue du Niger vis-à-vis des importations céréalier d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, notamment ceux de la zone CFA (IRAM 2006 : 38). Pour le Niger, cette intégration régionale élargie des marchés céréaliers signifie, entre autres choses, une concurrence accrue avec ses voisins pour l'accès aux céréales ainsi qu'une plus forte volatilité des prix céréaliers.

Bien que la production globale se soit accrue, l'extension des cultures aux sols les moins fertiles et la diminution de la taille des exploitations se traduisent par des déficits de production chroniques pour un nombre croissant de ménages ruraux. Les indicateurs d'inégalité sociale et le pourcentage de ménages « pauvres » sont en forte augmentation depuis dix ans. À mesure que les surfaces cultivables transmises par héritage se réduisent, une classe de paysans sans terre se développe. Le potentiel agricole des terres situées à la frontière entre la savane et le désert est très inégal et dépend de la géomorphologie et de

la nature des sols. Dans ces zones caractérisées par une qualité médiocre des terrains, le niveau des précipitations annuelles importe moins que leur répartition dans le temps. Selon la période à laquelle elle survient, une sécheresse de plus de dix jours peut retarder ou compromettre la croissance des semences (Faulkingham and Thorbahn 1975:464). Les pluies sont fortement localisées : des poches de sécheresse subsistent y compris les années marquées par un niveau de précipitations annuelles supérieur à la moyenne (Raynaut 1975:30 ; Swift 1975:90). En cas de sécheresse pluriannuelle, les réserves sont consommées rapidement par les membres de la famille et les proches dans le besoin, entraînant l'effondrement des stratégies traditionnelles de sécurité alimentaire. Lorsque les stocks familiaux sont épuisés et que la volonté et la capacité d'aide des proches plus fortunés se sont érodées, les ménages les plus pauvres sombrent dans l'endettement.

L'État dispose de stocks de sécurité qu'il mobilise pour stabiliser l'offre et les prix des céréales lors des chocs alimentaires. Cependant, les quantités disponibles sont insuffisantes pour couvrir les besoins des régions affectées par la pénurie alimentaire, et les distributions sont souvent affectées par la corruption comme par les problèmes logistiques (Keenan 2005). Les riches commerçants achètent du grain en grandes quantités au moment de la récolte via des réseaux commerciaux très denses (Grégoire 1992 ; Najman 2006). Ils stockent le mil jusqu'à ce que son prix augmente fortement puis le revendent dans les régions rurales en réalisant de fortes marges. Les spéculateurs écoulent leurs stocks de céréales par le biais de réseaux intégrant une myriade de petits marchés ruraux qui n'apparaissent pas dans les enquêtes. Ce système d'échange dissimule l'augmentation des disponibilités céréalières en fractionnant celles-ci en petites quantités largement dispersées. Ceci explique pour partie les divergences persistantes sur le rôle joué par les négociants nigériens dans la crise. Mes propres recherches confirment que les stratégies spéculatives font partie intégrante des pratiques commerciales au Niger. Ceux qui contrôlent l'offre sont généralement en mesure d'imposer les prix car la demande repose sur un déficit structurel.

Le système commercial fonctionne comme une structure rhizomique (Gregoire 1992). Au sommet, les principaux négociants ont des liens avec les responsables politiques aux plus hauts niveaux nationaux et internationaux (Jezequel 2005 : 33). Souvent, ces commerçants sont aussi de grands producteurs et les créanciers d'agriculteurs plus pauvres qui doivent les rembourser en nature à des taux d'intérêt élevés. S'ils tirent profit de ce système, ils y investissent également : ils emploient et entretiennent ainsi une vaste clientèle, distribuent les aumônes et répondent aux demandes incessantes de leurs proches et de leurs associés. Ils prennent souvent part au développement local et financent parfois avec leurs fonds personnels l'entretien des routes et d'autres infrastructures importantes. Les plus influents parmi ces hommes d'affaires peuvent employer des centaines de personnes comme intermédiaires, ouvriers agricoles, chauffeurs, mécaniciens, ainsi qu'une main d'œuvre variée pour charger leurs camions, construire et garder leurs entrepôts et remplir les sacs de grains. Ils disposent d'un réseau d'assistants chargés de surveiller les différents circuits commerciaux et qui s'appuient à leur tour sur leurs propres collaborateurs. Une grande partie des stocks disparaît ainsi des principaux marchés : ils sont achetés, souvent à crédit, par un réseau de détaillants qui les revendent dans les villages isolés. Les céréales y sont vendues en petites quantités et à prix fort aux

populations les moins mobiles (généralement les personnes âgées et les épouses des migrants). Celles-ci dépendent d'abord du soutien de leur famille (proche et lointaine), mais doivent aussi s'acheter une partie de leur nourriture.

Le manque d'infrastructure et les coûts élevés des transports accroissent la vulnérabilité des populations vivant dans les régions peu fertiles de l'arrière-pays. Seulement 8 % environ des routes du Niger sont goudronnées. Les chemins de terre constituent les principales voies d'accès des régions rurales aux centres urbains, seuls endroits où biens de consommation (y compris alimentaires) et services sont disponibles. L'État manque de moyens pour entretenir les routes rurales et les communications peuvent être interrompues pendant des jours à la saison des pluies, période durant laquelle la dépendance aux achats de nourriture est la plus élevée. L'augmentation du prix du pétrole fait l'effet d'une taxe sur l'alimentation et les services, qui pèse de manière disproportionnée sur les populations des zones rurales. L'accès insuffisant au crédit à des conditions abordables sape la capacité des paysans pratiquant une agriculture de subsistance à acheter des vivres, des semences et des intrants. Les petits exploitants qui ont littéralement « mangé » tous leurs stocks risquent de s'endetter lourdement pour acheter des semences et des intrants au début de la saison des cultures. La décision d'emprunter, parfois à des taux d'intérêt élevés, est liée aux rendements agricoles que l'on espère. Les propriétaires de terres marginales qui ont consommé la totalité de leurs stocks, y compris leurs semences, abandonnent parfois la culture pendant une ou plusieurs saisons et travaillent comme ouvriers agricoles dans des villages voisins pour couvrir les besoins de première nécessité de leur famille. Pendant la saison des pluies, il n'est ainsi pas rare de voir des terrains en friche ou laissés à la charge des épouses et des enfants. Dans les régions où la terre a davantage de valeur, le recours à la mise en gage est monnaie courante (LASDEL 2006 : 27).

La migration d'un ou de plusieurs membres de la famille après la récolte est une manière de diminuer la pression sur les stocks du ménage et, si possible, d'économiser pour couvrir les besoins alimentaires pendant la saison agricole suivante. Dans les villages ruraux, les opportunités d'emploi locales sont restreintes. Dans ces circonstances, « la migration représente la stratégie des villageois pour ne pas mourir de faim »¹⁰ (Painter 1987 : 6; Rain 1999 : 202). En général, les membres de la famille élargie alternent entre eux et d'une année sur l'autre différentes stratégies migratoires et agricoles : un frère peut être un migrant international, tandis qu'un autre cultive localement et qu'un troisième occupe un emploi salarié dans une ville voisine. Pendant la saison sèche (de septembre à mai), les habitants de centaines de villages et hameaux situés sur des terres marginales ne peuvent trouver à s'employer localement. Ceci explique la forte dépendance de ces régions à l'égard des fonds envoyés par les migrants (Faulkingham & Thorbahn 1975 : 472), ainsi que la vulnérabilité des ménages nigériens face aux politiques de repli économique pratiquées par les pays de destination (Main, 1989). Ainsi, le processus d'intégration régionale des marchés des produits et du travail reflète la subordination des pays du Sahel aux pays côtiers, ces derniers constituant des pôles d'attraction de la main-d'œuvre et disposant d'un pouvoir d'achat supérieur.

¹⁰ «migration is the strategy by which villagers avoid starvation”

Comme le montrent d'autres contributions à cet ouvrage, les femmes dont les époux pratiquent une migration lointaine et de longue durée se retrouvent *de facto* chefs de famille pendant plusieurs mois de l'année, voire pendant plusieurs années consécutives. Elles ne peuvent pas toujours compter sur l'envoi d'argent par leurs maris ni sur les réseaux de soutien locaux, mis à rude épreuve par la succession de mauvaises années de récoltes. Les normes locales liées au genre limitent par ailleurs leurs possibilités d'obtenir des revenus pour leur propre subsistance et celle de leurs dépendants. La migration masculine induit ainsi une forte dépendance des mères vis-à-vis du travail de leurs enfants, ce qui explique, entre autres raisons, les taux de fécondité très élevés du Niger (Lesthaeghe 1986).

Les dynamiques qui caractérisent les crises récurrentes du Niger varient d'une région à l'autre et il serait plus juste de considérer celle de 2005 comme le produit des interactions entre des crises localisées plutôt que comme une famine générale provoquée de manière uniforme par la sécheresse. Le chômage structurel et le déficit de production sont le lot quotidien des Nigériens les plus pauvres, qui réduisent les risques qui pèsent sur leurs moyens de subsistance en diversifiant leurs activités productives et en s'appuyant sur des réseaux de soutien mutuel. Une vaste proportion de la population nigérienne est vulnérable aux crises récurrentes : l'espérance de vie à la naissance est de 46 ans ; avec une moyenne de 8 naissances par femme, le Niger affiche l'un des taux de fécondité les plus élevés au monde ; le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est le deuxième plus élevé du monde ; seuls 25,1 % des hommes et 9,3 % des femmes savent lire et écrire et plus de 60 % des Nigériens vivent avec moins de 1 dollar par jour. Dès lors, « l'urgence chronique » – ou tout simplement la pauvreté structurelle – n'a rien de paradoxal, ni de surprenant.

Comme ce chapitre l'a montré, la pensée institutionnelle réduit ces dynamiques socio-économiques complexes à l'un ou l'autre des schémas d'intervention existants. Ainsi les institutions de l'aide se perpétuent elles-mêmes. Ce processus soumet la fourniture de l'aide à l'identification préalable de différents 'signes' d'appauvrissement (chronique ou critique) et encourage, dès lors, l'adoption de tactiques de « courtage »¹¹ par les populations vulnérables. Ces dernières sont contraintes d'instrumentaliser leur pauvreté pour obtenir de l'assistance. La dernière partie de cet article suggère que les agences d'aide ne devraient pas se laisser entraîner dans cette dynamique. Elles devraient au contraire identifier des stratégies permettant progressivement aux populations pauvres du Niger de traduire leurs demandes en actes politiques.

Conclusion : le paradoxe de l'aide chronique ?

Durant la crise de 2005, la distinction entre aide humanitaire et actions de développement a servi de *modus operandi* au système. Les débats autour du « paradoxe de l'urgence chronique » se sont répétés dans les divers documents programmatiques et communiqués

¹¹ Le courtage en développement est défini comme l'ensemble des stratégies de captation de la rente que constitue l'aide (Bierschenk, Chauveau et Olivier de Sardan, 2001). Théorisé pour l'aide au développement, il s'applique aussi bien à l'aide humanitaire.

de presse des organismes d'aide. Ces débats étaient certes bien intentionnés : ils constituaient des tentatives, de part et d'autre, pour convaincre le plus grand nombre de personnes de se ranger aux arguments et stratégies perçus comme les plus efficaces dans la lutte contre la faim et la pauvreté. Aucun de ces points de vue n'était « faux » en soi. Les distributions gratuites de nourriture, organisées et financées par les bailleurs et les organisations internationales, ne s'attaquent certes pas aux causes structurelles d'une malnutrition endémique. Mais de fait, comme le rappellent les partisans de l'aide humanitaire, elles permettent de sauver des vies qui seraient sans cela perdues dans l'attente des résultats des actions de développement. Or, jusqu'à présent, celles-ci se sont souvent avérées mal conçues et contre-productives.

Les qualifications de « pauvreté chronique » ou de « famine » utilisées pour définir la crise de 2005 impliquent des formes d'interventions, des moyens et des solutions différents. Les acteurs de l'aide et les bénéficiaires potentiels sont engagés dans une bataille politique sur une question de sémantique (Carney & Watts 1990 ; Cooper 1995), qui consiste à inscrire la « crise » dans un modèle ou un autre, tout en ralliant divers publics à leur interprétation respective. Les Nigériens les plus pauvres ne peuvent fixer les termes du débat, mais ils comprennent les règles du jeu. Ils sont d'ailleurs devenus experts en rhétorique et donnent des réponses toutes faites aux questions que leur posent les représentants des agences d'aide. Ils espèrent ainsi accéder aux divers revenus que peut leur procurer l'aide, qu'il s'agisse de nourriture gratuite ou d'emplois dans le cadre de projets. Le courtage en développement peut être considéré comme une solution par défaut pour des « citoyens sans voix », réduit au silence par leur marginalisation politique et économique. Cela ne signifie pas que les bénéficiaires de l'aide soient dans une position de passivité. Le courtage n'est qu'une option parmi d'autres, grâce auxquelles les pauvres, faisant de nécessité vertu, parviennent à ajouter les revenus de l'aide à ceux tirés de stratégies de subsistance ingénieusement diversifiées. Dans le même temps, il met en évidence le fonctionnement d'un système dans lequel les responsabilités ne sont jamais là où les principes d'un gouvernement démocratique exigeraient qu'elles soient.

Pour Amartya Sen, le succès remporté par l'Inde dans la lutte contre la famine n'a été possible que grâce au respect des libertés civiles et politiques et au fonctionnement démocratiques de ses institutions (Dreze & Sen 1989 ; Sen 1990). C'est le fondement de la critique formulée par Alex de Waal contre l'humanitarisme international : par ses références à des droits universels et des solutions techniques, ce mouvement affaiblit, selon lui, les mécanismes de responsabilité politique nécessaires à la prévention des famines et profite lui-même de ce déficit de responsabilité inhérent à toutes les formes de gouvernance internationale (de Waal 1997). Or, les populations rurales nigériennes, comme les citoyens de nombreux pays africains, sont doublement exclues des mécanismes démocratiques de responsabilisation politique. D'une part, les institutions gouvernementales nationales sont marquées par le factionnalisme, le clientélisme, voire la corruption pure et simple ; d'autre part, les organisations internationales sont en mesure d'imposer leurs politiques aux États africains, une situation amèrement commentée par le Premier ministre nigérien en référence à la gestion de la crise de 2005. Celui-ci avait en effet dénoncé ces donateurs « qui pensent qu'ils doivent faire davantage

confiance aux ONG et aux institutions caritatives internationales, plutôt qu'au gouvernement, pour sauver des vies nigériennes » (cité dans IRAM, 2006: 21).

Pour de Waal, « une responsabilité généralisée et internationalisée dans la lutte contre la famine a nettement moins de valeur qu'une responsabilité politique spécifique et locale. »¹² Ceci ne signifie pas qu'il faille nier le rôle important que peuvent jouer les organisations humanitaires internationales, mais doit nous obliger à mettre en perspective ce rôle et les objectifs de long terme qui y sont associés. Surtout, cette observation doit nous rappeler que le système de l'aide devrait consacrer ses efforts à l'instauration d'un contrat politique anti-famine entre les citoyens nigériens et leurs représentants élus : « un contrat politique anti-famine implique plusieurs choses, notamment un engagement politique de la part du gouvernement, la reconnaissance par la population que la famine est un scandale politique et des mécanismes garantissant que les gouvernants soient responsables devant la population du respect de cet engagement. » (1997:2)

Aujourd'hui, les Nigériens des zones rurales ne reconnaissent pas que leur vulnérabilité face à la famine constitue un scandale politique et le système d'aide ne les y encourage pas. À différents niveaux, les discours sur le développement amènent les Nigériens à accepter leur pauvreté et à l'utiliser éventuellement comme un instrument pour obtenir de l'aide. C'est là précisément le paradoxe de l'aide chronique : plus les travailleurs humanitaires déploient d'efforts pour recenser, identifier et aider les pauvres, plus ces derniers sont incités à exhiber tous les aspects de leur pauvreté, dans un contexte où les alternatives aux revenus de l'aide sont rares. La manière dont l'appareil de l'aide transforme les histoires individuelles en discours programmatiques génère un sentiment collectif d'appartenance à une communauté dont l'identité repose sur la dépossession et le besoin. C'est en tant que « pauvres » et « sous-alimentés » que les Nigériens démunis ont droit aux revenus de l'aide. Rien ne les incite à considérer l'accès à la nourriture comme un droit fondamental qu'ils peuvent faire valoir à travers l'action politique, lorsqu'ils sont en bonne santé et non une fois qu'ils sont devenus les victimes de la faim. Ainsi, parmi les différentes stratégies déployées pendant la crise, les cas de mères cherchant à provoquer l'amaigrissement de leurs enfants pour bénéficier des distributions gratuites de nourriture dans les centres de MSF ont été rapportés. Selon un employé de MSF cité dans le rapport de Mariatou Koné, « les mères des gros bébés nous expliquent que même si leurs enfants ne sont pas malnutris, ils sont susceptibles de le devenir parce qu'ils n'ont rien à manger. Certaines reviennent plusieurs fois ; nous pesons et l'enfant ne présente pas de malnutrition. Au bout de 4 à 5 fois, on se rend compte que l'enfant est malnutri modéré (...) Si nous ne faisons pas quelque chose pour cet enfant qui présente déjà une malnutrition modérée, alors prochainement, il nous sera présenté sous la forme sévère. » (LASDEL 2006:61).

Plutôt que de permettre une réelle reconnaissance de la malnutrition comme maladie par les villageois nigériens, les distributions alimentaires gratuites contribuent probablement davantage à parfaire leur compréhension des moyens de profiter de l'aide en manipulant la noso-politique qui lui est associée. Il faut tenir compte sérieusement des effets

¹² « generalised, internationalised responsibility for fighting famine is far less valuable than specific, local political accountability. » (De Waal, 1997: 5)

indésirables éventuels induits par l'aide humanitaire sur des populations placées dans un dénuement extrême et dépourvues à la fois de ressources alternatives et de représentation politique. Le système actuel favorise le développement de tactiques de courtage, grâce auxquelles les acteurs qui ne peuvent influencer la conception des programmes d'aide tentent au moins d'en détourner la mise en oeuvre à leur profit. Au Niger, les logiques de responsabilité s'inscrivent, non dans le fonctionnement de la démocratie libérale, mais dans le réseau de liens personnels d'allégeance et d'obligations réciproques qui caractérisent les relations unissant « patrons » et « clients ». Ce réseau s'étend des villages ruraux aux centres urbains et de l'arrière-pays nigérien aux postes gouvernementaux dans la capitale (Blundo & Olivier de Sardan, 2006). Cette logique du patronage est davantage fondée sur des alliances personnelles, parfois sur des liens de parenté, que sur les modes de représentation impersonnels et/ou anonymes du vote et de la délégation. Souvent qualifiée de « corruption » par l'Occident, cette forme alternative du contrat politique n'est bien évidemment pas propre à l'Afrique et se retrouve également en Europe, en Amérique et en Asie. Toutefois, si le rôle joué par le *clientélisme* et les logiques politiques locales mérite d'être reconnu, cela ne signifie pas qu'ils compensent les lacunes des politiques nationales et internationales. La malnutrition et la pauvreté structurelle sont profondément enracinées dans les problèmes du Niger et des crises comme celle de 2005 sont vouées à se reproduire. On ne peut qu'espérer que les souffrances des enfants sous-alimentés et de leurs familles seront soulagées par les activités des organisations humanitaires. Dans l'intervalle, le système de l'aide doit se focaliser sur la manière dont les populations pauvres du Niger peuvent accéder aux moyens politiques et économiques qui leur permettront de choisir comment s'affranchir de la pauvreté... et de l'aide.

BIBLIOGRAPHIE

Les références aux articles de journaux et aux sites Web figurent dans des notes de bas de page. Cette bibliographie est divisée en deux sections distinctes, l'une consacrée aux ouvrages/articles publiés et l'autre aux rapports et documents officiels inédits.

1) OUVRAGES UNIVERSITAIRES ET ARTICLES

- Abdulmaliq, S. 2001. 'Straddling the Divides: Remaking Associational Life in the Informal African City.' *International Journal of Urban and Regional Research* 25(1): 102-117.
- Baier, S. 1976. 'Economic History and Development: Drought and the Sahelian Economics of Niger.' *African Economic History* 1: 1-17.
- Baier, S. and Lovejoy, P. 1977. 'The Tuareg of the Central Sudan: Gradations in Servility at the Desert's Edge (Niger and Nigeria)', in I. Kopytoff and S. Myers (eds.) *Slavery in Africa: Historical and Anthropological Perspectives*. Madison: University of Wisconsin Press.
- Bayat, A. 1997, 'Un-civil Society: The Politics of the "Informal People",' *Third World Quarterly* 18 (1): 53-72.
- Bernus, E. 1974 'L'Evolution Récente des Relations Entre Eleveurs et Agriculteurs en Afrique Tropicale: L'Exemple du Sahel Nigérien.' *Cahiers ORSTOM XI* (2): 137-143.
- Bierschenk, T., Chauveau, J.P. et Olivier de Sardan, J.P. (eds.) 2001. *Courtiers en Développement: Les Villages Africains en Quête de Projets*. Paris: Karthala.
- Bonte, P. 1976. 'Structure de Classe et Structures Sociales Chez les Kel Gress.' *Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée* 21: 141-162.
- Bourdieu, P. 1984. *Distinction: A Social Critique of the Judgement of Taste*. London: Routledge and Kegan Paul.
- Bourdieu, P. 1990. *The Logic of Practice*. Cambridge: Polity.
- Bourgeot, A. 1975. 'Analyse des Rapports de Production Chez les Pasteurs et les Agriculteurs de l'Ahaggar', in Monod, T. (ed.) *Pastoralism in Tropical Africa*. Oxford: Oxford University Press.
- Carney, J. and Watts, M. 1990. 'Manufacturing Dissent: Work, Gender and the Politics of Meaning in a Peasant Society' in *Africa* 60(2): 207-242.
- Castells, M. 1996. *The Rise of the Network Society*. Oxford: Blackwell.
- Certeau, M. de 1984. *The Practice of Everyday Life*. Berkeley: University of California Press.
- Colburn, F. (ed.) 1989. *Everyday Forms of Peasant Resistance*. Armonk: M.E. Sharpe.
- Comaroff, J. and Roberts, S. 1981, *Rules and Processes: The Cultural Logic of Dispute in an African Context*. Chicago: University of Chicago Press.
- Cooper, B. 1995. 'The Politics of Difference and Women's Associations in Niger: of "Prostitutes", the Public, and Politics' in *Signs* 20(4):851-882
- Douglas, M., *Comment pensent les institutions* : suivi de *La connaissance de soi et Il n'y a pas de don gratuit*, Editions La Découverte, Paris, 2004
- Dreze, J. and Sen, A. 1989. *Hunger and Public Action*. Oxford: Clarendon Press.
- Escobar, A. 1995. *Encountering Development: the Making and Unmaking of the Third World*. Princeton: Princeton University Press.

- Faulkingham, R. and Thorban, P. 1975. 'Population Dynamics and Drought: A Village in Niger', *Population Studies* 29(3): 463-477.
- Ferguson, J. 1990. *The Anti-Politics Machine. 'Development', Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Findlay, S. 1992. 'Circulation as a Drought Coping Strategy in Rural Mali' in Glodscheider, C. (ed.) *Migration, Population Structure, and Redistribution Policies*. Oxford: Westview Press.
- Foucault, M. 1980. 'The Politics of Health in the Eighteenth Century' in Gordon, C. (ed.) *Power/Knowledge: Selected Interviews and Other Writings 1972-1977*. Brighton: Harvester Press.
- Gregoire, E. 1992. *The Ahalzai of Maradi: Traditional Hausa Merchants in a Changing Sahelian City*. London: Lynne Rienner.
- Held, D. and Koenig-Archibugi, M. 'Introduction', *Government and Opposition* 39(2): 125-131.
- Keenan, J. 2005. 'Famine in Niger Is Not All That It Appears.' *Review of African Political Economy* 32: 405-408.
- Koechlin, J. 1997. 'Ecological Conditions and Degradation Factors in the Sahel', in C. Raynaut (ed.) *Societies and Nature in the Sahel*. London: Routledge.
- Lesthaeghe, R. 1986. 'On the Adaptation of Sub-Saharan Systems of Reproduction,' in D. Coleman and R. Schofield (eds.) *The State of Population Theory*. Oxford: Blackwell.
- Lewis, D. and Mosse, D. (eds) 2006. *Brokers and Translators: The Ethnography of Aid and Agencies*. Bloomfield: Kumarian.
- Main, H. 1989. 'Workers, Retrenchment and Urban-Rural Linkages in Kano, Nigeria' in K. Swindell, J. Baba, and M. Mortimore (eds.) *Inequality and Development: Case Studies from the Third World*. London: Macmillan.
- Mitchell, T. 2002. *Rule of Experts: Egypt, Techno-politics, Modernity*. Berkeley: University of California Press.
- Mosse, D. 2004. 'Is Good Policy Unimplementable? Reflections on the Ethnography of Aid Policy and Practice.' *Development and Change* 35(4): 639-671.
- Mosse, D. 2005. *Cultivating Development: An Ethnography of Aid Policy and Practice*. London: Pluto.
- Painter, T. 1987. *Migrations, Social Reproduction, and Development in Africa: Critical Notes from a Case Study in the West African Sahel*. Working Paper No. 7. London: The Open University.
- Poster, M. 1994. *Foucault, Marxism, and History*. Cambridge: Polity Press.
- Rain, D. 1999. *Eaters of the Dry Season: Circular Labour Migration in the West African Sahel*. Boulder: Westview.
- Raynaut, C. 1975. 'Le Cas de la Région de Maradi (Niger)' in Copans, J. (sous la direction de), *Sécheresses et Famines au Sahel II*. Paris: Maspero.
- Rollet-Echalier, C. 1991. 'La Politique à l'Égard de la Petite Enfance Sous la 3e République.' *Population* (édition française), 46^e année, n° 2: 349-358.
- Rossi, B. 2006. 'Aid Policies and Recipient Strategies in Niger.' In Lewis, D. and Mosse, D. (eds.) *Development Brokers and Translators. The Ethnography of Aid and Agencies*. Bloomfield: Kumarian.

- Scott, J. 1985. *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*. New Haven: Yale University Press.
- Sen, A. 1981. *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation*. Oxford: Clarendon Press.
- Sen, A. 1990. 'Individual Freedom as a Social Commitment,' *New York Review of Books*, 14 June.
- Sen, A. 1999. *Development as Freedom*. Oxford: Oxford University Press.
- Scholte, J. 2004. 'Civil Society and Democratically Accountable Global Governance.' *Government and Opposition* 39(2): 211-233.
- Soederberg, S. 2004. *The Politics of the New International Financial Architecture. Reimposing Neoliberal Domination in the Global South*. London: Zed.
- Swift, J. 1975. 'Une Economie Nomade Sahélienne Face à la Catastrophe: Les Touaregs de l'Adrar des Ifoghas (Mali).' In J. Copans (sous la direction de) *Sécheresses et Famines au Sahel II*. Paris: Maspero.
- Turner, M. 2000. 'Drought, Domestic Budgeting, and Wealth Distribution in Sahelian Households.' *Development and Change* 31: 1009-1035.
- Waal, de, A. 1997. *Famine Crimes: Politics and the Disaster Relief Industry in Africa*. Oxford: James Currey.

2) RAPPORTS ET DOCUMENTS OFFICIELS

- ACF, Novembre 2005, *Etude de l'Etat Nutritionnel et du Taux Brut de Mortalité Chez les Enfants Agés de 6 à 59 Mois des Zones Agricole, Agropastorale et Pastorale des Régions de Maradi et de Tahoua, Niger*.
- AFD 2006. *L'intégration des programmes d'aide alimentaire aux politiques de développement du Niger: le cas de la crise alimentaire 2004-2005*. Document de travail rédigé par D. Chen et N. Meisel.
- Delsol, H. and Martin-Prevel, Y. 2005. *Aide-mémoire de mission : L'information nutritionnelle dans un contexte de surveillance de l'alerte précoce, éléments de réflexion*. Niamey.
- Epicentre, Juin 2005, *Statut Nutritionnel et Mortalité Rétrospective: Deux Enquêtes Réalisées en Zone Rurale des Régions de Maradi et de Tahoua au Niger, 28 Avril-3 Mai 2005*.
- Jezequel, J.H. 2005. 'Ici, l'enfant n'a pas de valeur.' *Sécurité alimentaire, malnutrition et développement au Niger*. Rapport pour MSF-France.
- IRAM 2006. *Crises alimentaires au Niger: les politiques de développement dans l'impasse?* Dossier préparatoire 15 Sept. 2006, sous la direction de J. Egg.
- LASDEL 2006. *La crise alimentaire de 2005 au Niger dans la région de Madarounfa et ses effets sur la malnutrition infantile: approche socio-anthropologique*. Rapport principal : Mariatou Kone ; préface: Olivier de Sardan.
- Najman, V. 2006. *Les Facteurs Economiques de la Production de la Malnutrition dans la Région Nigérienne de Maradi*. Rapport poru MSF-France.
- OXFAM International 2006. *Causing Hunger. An overview of the food crisis in Africa*.
- PAM 2006. *Évaluation de la réponse du PAM à la crise alimentaire au Niger en 2005*.

PAM and HKI, 2005, *Evaluation de l'Etat Nutritionnel des Enfants de 6 à 59 mois dans les régions rurales de Maradi et de Zinder. Rapport de deux enquêtes*. Niamey.
WFP 2006. *Ending Child Hunger and Undernutrition Initiative. Global Framework for Action*. (mis à jour en décembre 2006)